

DERNIÈRES PROJECTIONS

Ce que le Statec prévoit pour l'économie jusqu'en 2027

Écrit par **Mathilde Obert**

Publié à 12:37



Selon le Statec, l'inflation ne devrait se normaliser qu'en 2025 et passer sous la barre des 2% en 2026. (Photo: Jan Hanrion/Maison Moderne/Archives)



Écoutez cet article

0:00 / 6:24 1X

Dans ses dernières prévisions pour l'économie luxembourgeoise jusqu'en 2027, le Statec table sur une croissance de 3,2% en 2024 et une normalisation de l'inflation en 2025.

PIB, taux de chômage, solde public... Le Statec vient de publier, ce vendredi 24 février, une flopée de projections sur l'économie luxembourgeoise allant jusqu'en 2027. Des chiffres qui serviront au ministère des Finances pour l'établissement de ses prochains Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Plan national de réforme (PNR).

Croissance

Le Statec prévoit ainsi un ralentissement de l'activité économique en 2023, avec une croissance de 2,2% du PIB. Alors qu'elle atteignait 3,2% en moyenne entre 1995 et 2021 et 2,5% en 2022. Viendra ensuite un rebond en 2024, de +3,2%. Avant une stabilisation autour de 2,9% en moyenne entre 2025 et 2027.

Des prévisions plus optimistes que lors de la dernière note de conjoncture en février 2022, en raison de la «bonne tenue du secteur financier» et de la «situation plus favorable que prévu dans la zone euro cet hiver».

Oxford Economics prévoit ainsi une hausse du PIB de la zone euro de 0,4% en 2023 puis 1,8% en 2024 et de 2,1% en 2025. Une tendance globale qui s'explique par «les effets retardés de la flambée des prix de l'énergie, qui ont entamé le pouvoir d'achat des ménages et la rentabilité des entreprises et les impacts de la hausse des taux d'intérêt sur la consommation et l'investissement».

Emploi

L'évolution moyenne de l'emploi, de +3,1% depuis 1995, augmentera de 2,5% en 2023 après une croissance de 3,5% en 2022. Elle diminuera même à +1,9% en 2024, avant de se stabiliser à 2,4% en moyenne. Ainsi, le chômage devrait s'accroître légèrement. De 4,6% entre 1995 et 2021 et de 4,8% en 2022, le taux serait alors de 5% en 2023, 5,3% en 2024, puis 5,6% entre 2025 et 2027.

Cela s'explique par «la fin des mesures publiques de soutien en faveur de l'emploi et les conséquences du ralentissement de l'activité prévu en 2023, notamment dans la construction» et une reprise attendue de la productivité après une tendance baissière récente. En outre, «l'emploi au Luxembourg est très fortement corrélé à celui de la zone euro et Oxford Economics ne s'attend qu'à une hausse annuelle moyenne d'environ 0,2% d'ici 2027».

La population devrait augmenter de 2% par an pour atteindre 725.000 personnes fin 2027. Et la population active de 1,5% par an.

Inflation

L'inflation ne devrait se normaliser qu'à partir de 2025 pour atteindre 1,6% en moyenne jusqu'en 2027.

«Les prix à la consommation ralentissent depuis octobre 2022 sous l'effet des mesures tripartites. Aussi le Statec maintient-il à 3,4% sa prévision d'inflation pour cette année et anticipe une tranche indiciaire additionnelle au dernier trimestre 2023.» Sans ces mesures, l'inflation aurait atteint 8% en 2023, calcule l'institut. La fin du bouclier tarifaire en 2024 pousserait l'inflation à 4,8%.

«Ce rebond résulterait principalement des tarifs du gaz et de l'électricité qui reflèteraient de nouveau les prix réels d'achat sur les marchés de gros. Une indexation supplémentaire est ainsi prévue au deuxième trimestre 2024.» Il faudra ensuite attendre 2025 pour une «hausse des prix proche des moyennes de long terme» et même 2026 pour qu'elle passe sous les 2%.

Les coûts salariaux devraient alors augmenter de 5,9% en 2023, de 5,1% en 2024 puis se stabiliser à 2,2%. Une moyenne inférieure à celle d'avant 2021, en raison d'un marché du travail peu porteur.

Des prévisions qui pourraient cependant être contredites en cas de prolongement de certaines aides. Pour rappel, une tripartite sur leur phasing-out est prévue le 3 mars.

Finances publiques

Les finances publiques devraient de leur côté, à politique inchangée, être marquées par «un déficit inédit qui se résorberait progressivement», résume le Statec. Même si leur état s'améliore par rapport aux prévisions de la dernière note de conjoncture. Le solde public pourrait augmenter de 500 millions d'euros en 2023 pour atteindre -2,2% du PIB (au lieu des -2,8% initialement prévus). Il augmentera ensuite à -1,5% en 2024, «vu le moindre coût des mesures du plafonnement du prix de l'énergie». Avant de remonter encore à 0,3% les trois prochaines années.

Projections du Statec pour l'économie luxembourgeoise

Évolution en %, sauf indication contraire (taux de chômage et solde public)

Projection	1995-2021	2021	2022	2023	2024	2025-2027
PIB en volume	3,20	5,10	2,50	2,20	3,20	2,90
Emploi total intérieur	3,10	3,00	3,50	2,50	1,90	2,40
Taux de chômage (% de la population active)	4,60	5,70	4,80	5,00	5,30	5,60
Indice des prix à la consommation	1,80	2,50	6,30	3,40	4,80	1,60
Coût salarial moyen	2,90	6,00	5,90	5,90	5,10	2,20
Solde public (% du PIB)	1,70	0,80	-0,10	-2,20	-1,50	0,30

Tableau: Paperjam.lu • Source: [Statec](#) • [Récupérer les données](#) • Créé avec [Datawrapper](#)

Des scénarios alternatifs

Face aux risques et incertitudes, le Statec propose deux scénarios alternatifs.

Il imagine, dans celui défavorable, un crash immobilier en zone euro. «Le chômage partant à la hausse, les ménages auraient des difficultés à rembourser leurs prêts, ce qui entraînerait une augmentation de l’offre de logements disponibles par rapport à la demande. La baisse des prix des logements amplifierait la baisse de l’investissement résidentiel mais affecterait aussi les dépenses de consommation des ménages.» Conséquence: une plongée des marchés financiers entraînant une récession en 2023 avec une chute de 1% du PIB. En 2024, sa croissance serait inférieure de deux points à celle du scénario central. Et le taux de chômage serait supérieur à 6% en 2024.

Le scénario plus favorable que le central intègre quant à lui la fin de la crise des chaînes d’approvisionnement. Il mènerait alors à un point de pourcentage en plus de croissance en 2023 et 1,3 point en 2024. L’emploi gagnerait aussi un point de pourcentage sur les deux années et le chômage diminuerait à 4,8% en 2024.

